

JAPON

**Déclaration de M. Minoru Kihara,
Ministre des Finances du gouvernement japonais
à l'occasion de la 26^e Assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et
le développement
Nicosie – Chypre – 10 mai 2017**

1. Introduction

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs, Monsieur le Président de la BERD, chers collègues gouverneurs, Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur de pouvoir prendre la parole au nom du gouvernement japonais à l'occasion de cette 26^e Assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). J'aimerais exprimer ma sincère gratitude au gouvernement du pays hôte, Chypre, et aux habitants de Nicosie pour l'accueil chaleureux qu'ils nous ont réservé. La BERD a fêté l'an dernier son 25^e anniversaire. Au fil des ans, la situation internationale dans laquelle évolue la Banque a radicalement changé. La BERD a étendu ses opérations au-delà des anciens pays communistes, à la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen (région SEMED). Les pays d'opérations de la Banque présentent par conséquent désormais des profils plus divers et la notion d'économie de marché idéale s'est relativisée. Dans ce contexte, le Japon se félicite de l'adoption l'an dernier par la BERD d'un nouveau concept de transition mettant l'accent sur la qualité de la transition vers l'économie de marché, qu'il juge tout à fait opportune.

2. Nos attentes vis-à-vis de la BERD au titre du nouveau concept de transition

Nous pensons que la BERD doit mener des opérations bien ciblées destinées à encourager une transition de qualité vers une économie de marché, prenant en considération la valeur ajoutée apportée par la Banque dans l'accomplissement de sa mission visant à réduire les écarts de transition entre les différents pays d'opérations, pour promouvoir une économie de marché durable conformément au nouveau concept de transition. Il est notamment essentiel de veiller à ce que les projets soutenus par la BERD soient axés sur des domaines permettant d'avoir le plus fort impact possible sur la transition, afin d'utiliser au mieux les ressources limitées de la BERD. Concernant les pays au stade avancé de la transition, le Japon estime également qu'il est important d'encourager des réformes durables, tout en appliquant des mesures judicieusement choisies, et de poursuivre les discussions sur la « gradation », afin de permettre à ces pays d'établir une feuille de route pour sortir de leur statut de pays d'opérations de la BERD.

3. Proposition du Japon concernant les priorités de la BERD

Le Japon aimerait faire part des quatre domaines prioritaires dans lesquels la BERD peut jouer un rôle important.

(1) Soutien aux pays aux premiers stades de la transition

Si nous voulons avoir le plus d'impact possible sur la transition avec des capacités limitées de financement, les efforts devraient porter en priorité sur les pays aux premiers stades de la transition, tels que les pays d'Asie centrale et du Caucase, où la transition vers une économie de marché est en retard. Le soutien aux pays aux premiers stades de la transition étant au cœur du mandat de la BERD, nous estimons que celle-ci doit continuer de leur accorder une attention prioritaire. Dans ce contexte, le Japon se félicite du récent réengagement de la BERD avec l'Ouzbékistan, qui fait partie des pays aux premiers stades de la transition, aux termes d'un Protocole d'accord signé en mars dernier par le Président Chavkat Mirziouïev et M. Suma Chakrabarti, Président de la BERD. Nous espérons que la Banque continuera d'accorder régulièrement son soutien, sous forme, par exemple, de services de conseil aux PME et d'aide aux échanges commerciaux, et nous avons l'intention d'envisager d'étendre notre propre soutien à la promotion de ce type d'activités, y compris, éventuellement, par un financement du Fonds de coopération Japon-BERD.

(2) Investissements dans des infrastructures de qualité

Il est nécessaire, pour parvenir à une croissance durable, de promouvoir les « investissements dans des infrastructures de qualité », qui mettent l'accent sur le coût des projets sur l'ensemble du cycle de vie, sur la sécurité, sur la résilience face aux catastrophes naturelles, sur l'environnement et les normes sociales, sur le renforcement des capacités et sur les transferts de compétences. Le Japon estime que le rôle de la BERD en matière d'élaboration d'infrastructures de qualité est appelé à se développer, étant donné la demande soutenue d'infrastructures qui continue de s'exprimer dans les pays d'opérations de la Banque et l'importance d'une étroite collaboration entre les secteurs public et privé dans le domaine de la promotion du développement d'infrastructures. C'est pourquoi nous souhaitons continuer d'encourager les « investissements dans des infrastructures de qualité », dans le cadre des actions prioritaires entreprises via le Fonds de coopération Japon-BERD.

De nombreux pays d'opérations doivent régler des problèmes pressants d'aliénation sociale et d'inégalité des revenus. Le Japon se réjouit de l'adoption récente de la Stratégie d'inclusion économique, qui insiste sur la manière dont la BERD doit encourager l'inclusion économique, l'une des qualités de la transition définies par le nouveau concept de transition. La notion d'« investissements dans des infrastructures de qualité » contribue à une croissance sans

exclusion, par des transferts de compétences à la main-d'œuvre locale. Le Japon espère par conséquent que la BERD fera tout son possible pour mettre cette notion en avant. Le Japon souhaite en outre que le bureau de représentation de la BERD à Tokyo, ouvert en mars de l'année dernière, permette de conjuguer le soutien de la Banque et les compétences japonaises, pour que les entreprises et les spécialistes japonais puissent mettre leur expertise au service du développement des pays d'opérations de la BERD.

(3) Importance de la coopération technique et du dialogue sur les politiques à mettre en œuvre

Pour que la BERD puisse adopter une approche sur mesure vis-à-vis de ses pays d'opérations, qui présentent une grande diversité et ont emprunté différents chemins vers l'économie de marché souhaitée, il est de plus en plus important d'encourager les initiatives de réforme en proposant des investissements spécifiques et des prêts associés à une coopération technique et à un dialogue sur les politiques à mettre à œuvre qui soient adaptés au contexte de chaque pays. Il s'agit là d'un point sur lequel nous insistons depuis la création de la BERD. Le Fonds de coopération Japon-BERD a d'ailleurs toujours financé des actions de coopération technique. Récemment, nous avons en particulier concentré notre soutien dans des domaines tels que les infrastructures de qualité, l'économie verte, les prêts dans les monnaies locales et le développement de marchés financiers locaux. Le Japon souhaite continuer de soutenir des approches sur mesure vis-à-vis des pays d'opérations, tout en encourageant le partage des technologies et des connaissances acquises par les secteurs public et privé japonais.

(4) Encouragement de la diversité au sein de la BERD, en tant qu'institution internationale

Comme l'indique la Politique de diversité et d'inclusion de la BERD, pour remplir sa mission, la BERD doit absolument disposer d'un personnel divers, possédant des compétences très variées. Pour que la BERD s'acquitte régulièrement de sa tâche en tant qu'organisation internationale, alors qu'elle est confrontée à toute une série de défis mondiaux et que les profils de ses pays d'opérations se sont diversifiés et que la notion d'économie de marché idéale s'est relativisée, il faut absolument, à notre avis, qu'elle puisse traiter avec ses pays d'opérations en s'appuyant sur une multitude de talents, en attirant des collaborateurs disposant de compétences professionnelles variées et originaires d'un grand nombre d'États membres.

4. Conclusion

Depuis les printemps arabes, la BERD joue un rôle majeur en matière de transition vers une économie de marché et de développement du secteur privé dans les pays de la région SEMED. Le Japon estime que la Banque doit continuer d'axer en priorité son soutien sur des domaines où

elle est à même d'avoir le plus d'impact sur la transition, en appréhendant correctement les conditions qui prévalent dans les pays d'opérations et en évaluant ses avantages comparatifs.

L'environnement dans lequel la BERD opère est entré dans une nouvelle phase depuis l'adoption l'an dernier du nouveau concept de transition et la réévaluation du rôle de la Banque. Les opérations de la BERD fondées sur le nouveau concept de transition seront renforcées à l'avenir. Le Japon attend de la Banque qu'elle s'acquitte de sa mission avec plus d'efficacité que jamais, sous la ferme direction de M. Suma Chakrabarti. Dans cette optique, nous entendons renforcer encore nos relations de coopération avec la BERD, en partageant les technologies et les connaissances japonaises et en contribuant à la poursuite du développement des pays d'opérations de la Banque.